



ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Montreuil, le 20 mai 2014

BIG BANG TERRITORIAL : UN GRAND DEBAT DEMOCRATIQUE S'IMPOSE !

Cher(e) ami(e), cher(e) camarade,

Les déclarations de Manuel Valls, puis celles du Chef de l'Etat portant sur la fusion des régions et la disparition des conseils généraux notamment, marquent bien une volonté d'accélérer le grand bouleversement institutionnel en cours.

Sous prétexte de « simplifier le mille feuilles » et sur fond de réduction drastique du financement et du volume de l'action publique dans tout le pays, il s'agit bien d'organiser les territoires afin de favoriser la mise en concurrence d'un plus grand nombre d'activités humaines selon la volonté de Bruxelles et des puissances financières.

Le nombre de collectivités et les champs de compétence importants soumis à la démocratie locale sont considérés comme des obstacles à la progression du marché unique et à la concurrence dans toutes les sphères de la société.

Comme pour la loi sur les métropoles (MAPAM), les citoyens sont mis à l'écart de ces décisions capitales pour eux et pour le pays.

Nous refusons cette logique de puissance qui est en réalité une logique d'affrontements et de féodalités conduisant à nier l'échelon local et l'échelon national qui constituent pourtant le socle politique de la République Française.

Nous refusons la fin de la décentralisation.

Les besoins d'évolution de nos institutions n'appellent pas pour autant leur disparition pure et simple ou leur transformation en structures centralisées, gigantesques, loin des citoyens et des usagers des services publics, elles appellent davantage de démocratie, d'implication citoyenne, la promotion de la coopération.

Le gouvernement accélère le mouvement pour répondre aux injonctions de la Commission Européenne. Il cherche à esquiver les questions constitutionnelles et, le cas échéant, privilégierait la voie parlementaire même si l'avenir du sénat lui rendra les choses difficiles. Il craint par-dessus tout le verdict en cas de consultation des citoyens.

Face à ce « big bang » qu'on veut nous imposer, nous rappelons qu'il ne peut y avoir de transformation des instances démocratiques sans démocratie. Toute fusion administrative de territoires ou modification des assemblées élues doivent être validées par une consultation populaire et/ou un référendum.

Puisque le gouvernement repousse la date des élections des conseils régionaux et des conseils départementaux, mettons ce délai supplémentaire à profit pour animer une riposte d'ampleur, rassembleuse et citoyenne. Notre contribution d'élus locaux est extrêmement importante. C'est pourquoi, nous t'invitons à une journée d'étude, de réflexion commune et d'action :

**LE 11 JUIN 2014 A PARIS
9h à 17h30
AGECA
177 rue de Charonne 75011 Paris**

Il s'agira de poursuivre l'échange autour du projet de loi défendu par le Gouvernement, en mesurer les enjeux et la portée. Ce sera l'occasion de co-construire avec les parlementaires des réponses alternatives, y compris avec les différents interlocuteurs qu'ils soient syndicaux, associatifs ou politiques et créer ainsi une dynamique de rassemblement dans les territoires comme au plan national permettant de donner la parole aux citoyens qui doivent décider en dernier ressort de leurs institutions.

Chaque participant apportera sa contribution indispensable pour dégager des initiatives d'actions impliquant les citoyens pour les prochains mois.

Cette rencontre du 11 juin est préparée en coopération et sous l'égide du Cidefe qui participe efficacement à la réflexion, à l'information et à la formation des élus.

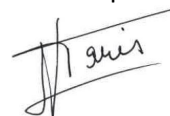
En comptant sur ta participation, nous te prions, cher(e) camarade, de recevoir nos salutations fraternelles.

Dominique Adenot



Président

Jean-Jacques Paris



Secrétaire général

Fiche d'inscription CIDEFE en PJ

Prise en charge du déjeuner pour les personnes inscrites auprès du CIDEFE.

Pour tout renseignement :

01.48.51.15.85. ou anecr@elunet.org

